

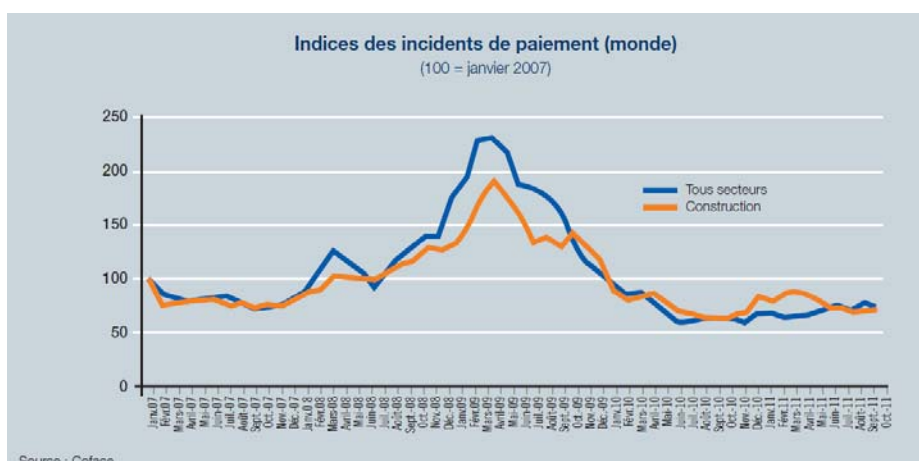
**Le secteur de la construction :
un risque de crédit persistant dans la plupart des pays**

La situation des entreprises du secteur de la construction reflète étroitement les tendances économiques mondiales, régionales et nationales. Au moment où l'économie mondiale se caractérise par une divergence entre les pays, avec notamment une récession dans la zone euro, les disparités sont importantes d'un pays à l'autre et d'un sous-secteur à l'autre. Fortement affecté par la crise en 2009, le secteur continue à enregistrer des incidents de paiement encore nombreux en 2011.

Des sensibilités conjoncturelles propres à chaque marché et chaque sous-secteur

L'intensité de l'activité du secteur de la construction varie selon l'impact de la crise sur l'économie du pays concerné et selon les sensibilités conjoncturelles variables d'un sous-secteur à l'autre. Les marchés émergents bénéficient d'une vive activité du fait du retard de développement à combler, ce qui favorise particulièrement certains sous-secteurs, comme les travaux publics, la construction non-résidentielle privée et institutionnelle. A contrario, les marchés avancés font face à une activité modérée ou stagnante avec des disparités particulièrement fortes dans la construction résidentielle, liées à des différences de démographie, d'environnements économiques, de crédit, de fiscalité, de stocks de logements vacants et de prix.

Ce contexte économique fragile et variable, associé aux évolutions de la commande publique et de la réglementation ainsi qu'aux fluctuations des coûts des matériaux et de la demande, expliquent la remontée des incidents de paiement dans les premiers mois de la crise en 2008 et ensuite de nouveau à partir d'octobre 2011.



La construction en Europe, tributaire des plans d'austérité en 2012

Après trois années de recul et une chute d'activité de 17% sur la période, le secteur européen de la construction tend enfin à se stabiliser en 2011, notamment dans le résidentiel, malgré des disparités entre les différents pays européens qu'on peut répartir en trois groupes :

- Le 1er groupe est celui où la construction a le plus souffert et où l'assainissement prendra du temps. Ainsi, **l'Irlande, l'Islande, l'Espagne, le Danemark, les Pays-Bas, la Grèce et l'Europe centrale** ont connu d'importants excès de prix et d'offre et continuent à rencontrer de nombreux incidents de paiement.

- Le 2e groupe - **Royaume-Uni, France, Belgique et Italie** - a moins souffert de la crise et a même connu un rebond d'activité en 2010. Toutefois, une nouvelle dégradation s'est amorcée à cause d'une surévaluation persistante. Les incidents de paiement restent répandus, notamment au Royaume-Uni où le nombre de défaillances est le plus important.

En France, les entreprises font face à une concurrence vive et se battent pour décrocher les contrats, même s'il faut parfois réduire les marges tout en tenant compte de l'augmentation du prix des matières premières. Le nombre de défaillances a tout de même diminué au 1^{er} semestre 2011 par rapport au 1^{er} semestre 2010, mais le niveau reste bien plus élevé que celui d'avant-crise.

- Les pays européens où la crise n'a pas eu d'impact sur la construction constituent le 3e groupe : **Allemagne, Autriche, Norvège, Suède, Finlande, Pologne**. Les défaillances sont tout de même plus nombreuses que pour les autres industries, touchant principalement les entreprises d'envergure régionale et qui interviennent sur un seul secteur.

Pour 2012, Coface prévoit une très modeste progression de l'activité de la construction en Europe si l'embellie dans le logement se poursuit. Le secteur sera tributaire toutefois des plans d'austérité. Les travaux publics et la construction institutionnelle devraient stagner, marqués par la rigueur budgétaire. La construction de locaux commerciaux et industriels serait affectée par les incertitudes économiques.

Amérique du Nord : une grande disparité entre Etats-Unis et Canada

Aux **Etats-Unis**, la baisse des prix et la hausse des coûts fragilisent l'ensemble du secteur. L'investissement dans la construction a baissé de 2% sur les 11 premiers mois de 2011. Si le repli touche la plupart des sous-secteurs, la construction neuve est particulièrement fragilisée. La construction non-résidentielle continue aussi de souffrir face à des difficultés budgétaires des Etats et des villes. Au **Canada**, la reprise du secteur engagée dès le début 2010 explique la rareté des incidents de paiement constatés par Coface. Un net ralentissement est tout de même attendu pour la construction de logements en 2012, suite au durcissement des conditions d'accès au crédit.

Asie Pacifique : un rebond de l'activité

La construction dans la zone Asie Pacifique connaît une situation relativement favorable. L'activité tend à reprendre correctement en 2012 au **Japon** et en **Nouvelle Zélande**, deux pays touchés par des catastrophes écologiques, pour répondre aux besoins de reconstruction. En **Australie**, à court terme, les incertitudes économiques incitent à ralentir le dynamisme du secteur, mais à moyen terme, l'activité devrait reprendre grâce à une démographie porteuse.

- **Cas de la Chine**

Depuis 2010, les ventes ont baissé en Chine suite aux mesures prises par les autorités pour refroidir le marché de l'immobilier, notamment, en diminuant les prêts bancaires au secteur. La baisse des ventes, l'ajustement des prix et l'accroissement des stocks devraient modérément réduire l'activité dans le résidentiel privé, mais cela sera en partie compensé par le démarrage d'un plan public de construction de logements sociaux.

Avec l'essor de la construction, des acteurs chinois de stature internationale apparaissent aussi bien dans le gros œuvre que dans les matériaux et les engins de construction. Ces nouveaux venus sont de plus en plus présents dans les zones émergentes, notamment en Afrique et au Proche-Orient.

Contact presse : Maria Krellenstein / ☎ 33 (0)1 49 02 16 29 / maria_krellenstein@coface.com

A propos de Coface

Le groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour gérer leurs créances commerciales. En 2010 le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1,6 milliard d'euros. 6 400 collaborateurs assurent un service de proximité dans 66 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 156 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 250 arbitres.

En France, le Groupe gère également des garanties publiques à l'exportation pour le compte de l'Etat.

Coface est filiale de Natixis dont les fonds propres (Tier 1) s'élèvent à fin décembre 2010 à 16,8 milliards d'euros.

www.coface.fr